

Du nouvel ordre ivoirien

Jean-David N'Da

Du nouvel ordre ivoirien

IOLA ▼

Déjà publié par le même auteur :

- *L'élixir du moi : commentaire sur le développement personnel et le narcissisme décomplexé qui nous est imposé*

- *La chose mariage*

- *Dieu est blanc*

- *Point de rupture : médias colons et mondialisation en Côte d'Ivoire*

- *Côte d'Ivoire, 2011. : chroniques de crise et d'après-crise*

ISBN : 979-10-359-2982-4

© Jean-David N'Da, 2020. www.jeandavidnda.com

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction intégrale ou partielle réservés pour tous pays. L'auteur est le seul propriétaire des droits et le seul responsable du contenu de ce livre.

Pour Ayana et Dior.

À Marguerite Sacoum.

*Certains d'entre nous, qui avons déjà
commencé à rompre le silence de la
nuit, comprenons que l'appel de la
parole est souvent une vocation de
l'agonie, mais nous devons parler.*

*Nous devons parler avec toute
l'humilité de notre vision limitée,
mais nous devons parler.*

Dr Martin Luther King, Jr.

A Time to Break Silence, 1967.

SOMMAIRE

Introduction.....	13
Démystifier Houphouët-Boigny	21
Le mythe de l'Ivoirien paisible	31
La guerre de la foi.....	43
La presse ivoirienne au banc des accusés	57
Se défaire du mea culpa révisionniste	73
Le piège d'une réconciliation factice.....	83
Crise ivoirienne : conflit politico-spirituel ?	99
Gbagbo : compromis ou compromissions ?.....	111
Koulibaly : l'alternative ?.....	129
La trahison des clercs... ivoiriens	137
La responsabilité citoyenne.....	147
Abidjan, ville propre ?.....	157

Pauvreté et responsabilités individuelles	169
L'émergence sur papier	183
L'ivoiro-réalisme.....	193
L'enjeu des terres arables.....	207
Kagame = Ouattara ?	223
Du mépris papal en Afrique noire	241
L'ignorance : la vraie tragédie négro-africaine	253
La mesure de l'indignation.....	267
L'Afrique que le monde veut ordonner	285
Bibliographie	301

INTRODUCTION

Une décennie après l'arrivée au pouvoir de Alassane Ouattara, la "nouvelle Côte d'Ivoire" se prépare fiévreusement aux échéances électorales de 2020 sur fond d'ébullition du front social, de frictions au sommet de l'État, de bégaiements de La Haye, de dissidences intra-partites, de conflits ethniques en zone rurale, de rhétoriques politiciennes à consonance xénophobe, de rixes entre corps habillés et de menaces d'ex-rebelles désabusés, révoltés et bel et bien armés.

Les étincelles du brasier de 2011 n'ont donc rien perdu de leur vélocité, au moment où les populations qui lorgnaient les retombées promises par la "solution" de surendettement d'une équipe gouvernementale en perpétuel remaniement sont face à leur désillusion : l'insécurité progresse, la justice paresse, l'école hoquette, la santé se meurt, la réconciliation piétine, la corruption s'accroît, pendant que les

dirigeants estiment que... tout va bien.

Le développement des infrastructures routières, grande fierté de l'État Ouattara, a surtout fait l'affaire des multinationales avec qui d'innombrables marchés de gré à gré ont été signés, ainsi que l'enrichissement à coups de milliards des prête-noms des vrais investisseurs locaux dont l'identité n'échappe à personne. Toutefois, l'image du pays qui, paraît-il, vit « *une des plus belles heures de son histoire* » doit coûte que coûte être préservée. Aussi l'asphalte est-il mastiqué et des *skateparks* aux allures branchées sont inaugurés dans les communes chics d'Abidjan afin de promouvoir l'apparence de succès que la croissance officielle annonce... mais que la pauvreté rampante dénonce.

La communauté étrangère occidentale, happée par le buzz du "nouveau miracle ivoirien", débarque et commande que lui soient accolées les "bonnes personnes" capables de vivre à son rythme, loin des "autres" qui gâchent la qualité de vie abidjanaise par leur simple présence. Ainsi s'amorce un tri dû à la cherté de la vie qui

congédie les moins nantis le plus loin possible, en périphérie d'Abidjan ou vers les contrées rurales déjà asphyxiées par le chômage. Ceux qui s'entêtent à rester en ville sont relégués au rang de débrouillards souvent reconvertis en mendiants professionnels, formés par l'abandon et la facilité, souffre-douleur d'un apartheid qui ne dit pas son nom, mais qui reste favorable aux élites locales, aux touristes occidentaux et aux nouveaux colons constructeurs de marinas et possesseurs de dirhams. Ces derniers sont les principales cibles des *penthouses* luxueux facturés à des centaines de millions de francs CFA et les attractions des imposants centres commerciaux qui éclosent à un rythme effréné et qui sont la preuve officielle du "dynamisme" économique de la "nouvelle Côte d'Ivoire" ... et les témoins officieux du blanchiment d'argent à ciel ouvert. Le tout, pernicieux, palpable, irrévocable par la propagande gouvernementale et attesté par tout ce qu'il y a de témoins oculaires et de rapports de l'Union européenne.

Seulement, voilà...

Certains responsables politiques et économiques (dont le degré d'honnêteté intellectuelle est clairement suspect) pensent qu'une société peut faire fi de la désolation de sa population et réussir tout de même à impulser une dynamique élargie de travail, de conscience, de rigueur et de discipline capable de conduire le pays à une émergence véritable, alors que le Droit échappe à ses propres autorités et que les forces vives du pays dédaignent, à juste titre, fournir un effort conséquent. Et pourquoi feraient-elles autrement ? Quand un peuple, abandonné à lui-même et méprisé par ses gouvernants, a des raisons valides de ne plus croire en eux, quelle part active peut-il prendre à l'édifice d'une "nouvelle Côte d'Ivoire" génératrice pour une minorité de milliards et pour une majorité de misère ? Concrètement, que peut-il faire ?

Le nouvel ordre ivoirien, originellement publié au sortir de la crise postélectorale ivoirienne de 2011, a tenté d'expliquer les tenants et les aboutissants multiformes de la crise ivoirienne, en insistant sur son

caractère systémique relatif à l'hégémonie de la gouvernance mondiale sur les pays du Sud et transcendant de l'opposition entre les acteurs Ouattara et Gbagbo. On l'a montré, les formations politiques ivoiriennes ont une approche plus ou moins convergente en matière de pourrissement. Pour preuve : une alliance Gbagbo-Ouattara est née contre Bédié en 1995 et s'est soldée par un coup d'État ; une alliance Ouattara-Bédié est née contre Gbagbo en 2010 et s'est soldée par une guerre ; une alliance Bédié-Gbagbo est annoncée contre Ouattara en 2020 et n'augure rien de salutaire. Chaque décennie politique ivoirienne, les cartes du poker menteur sont brouillées et la vision sectaire, nombriliste et belliciste des principaux partis qui s'arc-boute autour d'un "messie" politique et s'épargne toute autocritique se déploie.

Ce type de similitudes est incapable de rassembler des populations abonnées à la passivité, à l'inaction et à la confrontation. Toutefois, ce qui constitue un point d'inflexion pourrait devenir un outil de convergence si le constat du quotidien démun

impose au plus grand nombre une obligation de survie. Les oreilles étant plus attentives le ventre creux que le ventre plein, peut-être pourront-elles bannir la peur qui empêche les uns et les autres de réagir au plus pressant ?

Notre objectif, dans cette (re)lecture des origines profondes de la crise ivoirienne et dans cet exposé de nouveaux points saillants utiles à la compréhension de son actualité, est donc d'engager les Ivoiriens à chercher des solutions au lieu d'attendre des solutions. Il y a toujours une solution ou, plus exactement, un ensemble d'actions individuelles et collectives capables d'amender le quotidien, quand elles se cristallisent autour du seul carrefour de rencontre que possèdent les populations victimisées partout dans le monde, qu'il s'agisse des gilets jaunes français, des manifestants hongkongais, des protestants vénézuéliens ou encore des millions de citoyens coréens et guinéens criant leur ras-le-bol contre l'anarchie : leurs conditions de vie.

Ce rassemblement au grand carrefour des conditions de vie intéresse-t-il réellement les Ivoiriens ? Ou bien, l'atonie qui, historiquement, leur a été inculquée par leurs différents dirigeants, continuera-t-elle de prévaloir sur leur bien-être social en laissant le nouvel ordre ivoirien s'imposer à eux durablement ? Discutons-en.

DÉMYSTIFIER HOUPHOUËT-BOIGNY

Le coup d'État de 1999 qui a ôté Henri Konan Bédié du pouvoir et inauguré la plus longue crise sociopolitique et militaire de l'histoire récente de la Côte d'Ivoire a été la face visible d'une déchirure profonde entre les classes sociales ivoiriennes.

De l'indépendance politique de 1960 à l'avènement du multipartisme en 1990, la Côte d'Ivoire a été dirigée par une élite singulière cristallisée autour d'un individu : Félix Houphouët-Boigny. Ce prince héritier, profondément attaché aussi bien aux artifices de la royauté Akan qu'au luxe occidental et, tour à tour, médecin, militant, député, ministre et président, était doté d'un charisme sans précédent le rendant capable d'indigner et d'émouvoir, dans un même phrasé, par la seule intonation de sa voix. Ce charisme l'a vu fusionner la souveraineté traditionnelle et l'autorité institutionnelle ivoirienne en asseyant son auto-

rité bien au-delà des frontières nationales et en faisant de la Côte d'Ivoire un joyau régional à la fois adulé et jaloué. Un quart de siècle après sa mort, le sentiment général de tous ceux qui se réclament de lui (politiciens de toutes tendances, rebelles de toutes causes, religieux de toutes confessions, artistes en tous genres) reste inchangé : admiration et même vénération pour le "papa national" sont de rigueur.

Houphouët-Boigny était donc mi-homme mi-dieu et cette puissance quasi absolue, largement supérieure au pouvoir que lui conféraient ses fonctions, s'est déversée amplement sur son entourage pendant l'étendue de son règne. Tous ses proches ont goûté aux largesses de son omniprésidence en se créant des dynasties familiales reconnues dans tout le pays. Quel Ivoirien n'est-il pas familier des mythiques patronymes Ékra, Diallo, Ouégnin, Yacé ou autre Banny ? Ces noms de familles fortunées, plus que de simples identifiants, étaient la définition même d'un pouvoir délégué à qui avait été personnellement choisi par Félix Houphouët-

Boigny pour présider, à ses côtés, aux destinées de la nation. D'ailleurs, les enfants de ces grands serviteurs du parti unique, élevés en toute sécurité dans les duplex marbrés d'Abidjan (rare carrefour d'Afrique occidentale alors doté de salles de patinoire, d'hôtels cinq étoiles et d'asphalte régulièrement entretenu) ne partageaient-ils pas, pour la plupart, l'éducation privée, exclusive et attentionnée des meilleures écoles françaises du pays ? Au Collège Jean Mermoz, par exemple, les filles s'exerçaient à la danse classique et apprenaient l'italien, tandis que les garçons dévoraient des pâtisseries chaudes en copinant avec les enfants des "coopérants" envoyés par la métropole. Ah ! Que de souvenirs mémorables de ces années de prospérité indéniable où le cacao ivoirien se vendait à 2000 francs CFA (non dévalués) le kilogramme ! Un seul cantique était alors entonné, repris en chœur par les économistes et sociologues internationaux : le miracle ivoirien.

Pendant ces années de faste, une autre facette moins glamour de la Côte d'Ivoire

se développait également d'abord dans les contrées rurales puis, très rapidement, dans les autres quartiers d'Abidjan où vivait la "foule". L'arrivée de la conjoncture économique des années 1980 avait favorisé une ruée vers l'eldorado abidjanais en permettant, dans le même temps, l'éclosion d'une classe urbaine défavorisée. Le mot est faible, car, en 1985, les populations des quartiers Adjamé, Abobo et Koumassi n'avaient rien à envier à la pauvreté qui sévissait dans les villes de l'intérieur du pays telles que Akoupé, Toulepleu ou Bouna. Abidjan offrait électricité, eau courante et télévision (en lieu et place des lampes-tempête, puits d'eau potable et transistors que connaissait la Côte d'Ivoire profonde), mais c'était à peu près tout. Pire, Abidjan coûtait cher : les jeunes migrants et leurs familles, attirés par le ouï-dire d'un inévitable succès en ville et réfractaires au "retour à la terre" prôné par le gouvernement ivoirien, vivaient dans des conditions misérables inconnues des bourgeois. Le fossé entre classes sociales ivoiriennes (sujet anecdotique une décennie auparavant)

s'est ainsi agrandi et a engendré d'abord des murmures de ressentiment (1983), puis des cris d'agacements (1987) et, enfin, des colères d'écœurement (1990) contre l'État ivoirien et surtout contre un Houphouët-Boigny vieillissant.

C'est dans cette atmosphère volatile que le front social s'est embrasé en 1990. La vague du multipartisme a déferlé avec violence sur la société ivoirienne en noyant peu à peu les acquis de la minorité bourgeoise dans les injures de la majorité prolétaire et en portant à sa tête un porte-parole tonitruant : Laurent Gbagbo. En décembre 1993, à la mort du grand timonier Houphouët-Boigny, le peuple ivoirien uni, solidaire et orphelin a salué la mémoire du "père de la nation" sans pour autant que les bruyants « *Hou-phouët vo-leur !* » de 1990, résonnant encore fortement dans les oreilles incrédules des proches du "Vieux", ne cessent de les hanter : la guerre des castes sociales, plus encore que celle des clans politiques, était définitivement lancée.

En 2000, la bruyante arrivée au pouvoir de “l'éternel opposant” Gbagbo (qui était censé être « *jamais rien dans ce pays* » selon la malédiction d'Houphouët-Boigny) a enterré définitivement l'héritage politique traditionnel des dirigeants du parti unique. Dorénavant, un fils de paysan pouvait lui aussi prétendre à la magistrature suprême et un jeune travailleur, indépendamment de son statut familial, pouvait lui aussi migrer vers les quartiers les plus huppés d'Abidjan. Plus encore, désormais, les leaders ivoiriens étaient de parfaits inconnus de la majorité du peuple. Anciens fonctionnaires vivant depuis vingt ans de salaires plus que moyens, ils avaient cru, avec plus ou moins de franchise, en une opposition de principe au parti unique sans espérer vraiment plus. Mais soudain, à la surprise générale, ils se retrouvaient, sans s'y être nécessairement préparés, aux commandes de l'appareil politique et économique de la grande Côte d'Ivoire éprouvée par la crise, mais toujours assise dans son fauteuil de leader économique régional. Exhortant à une refondation du mode de gouvernance

dans son entièreté et envisageant, sur papier, un partage plus équilibré des richesses entre la Riviera abidjanaise et le Bardot pétrussien, ces nouveaux dirigeants, dès leur arrivée, ont trouvé en la plupart de leurs prédécesseurs, au mieux des adversaires, au pire des ennemis. Ces prédécesseurs ne voyaient en eux que des parvenus indignes de la fonction étatique et du palais présidentiel érigé par Houphouët-Boigny, coupables qu'ils étaient, par-dessus tout, d'avoir salué la déchéance de Bédié en décembre 1999.

La rébellion armée de septembre 2002 qui a engendré une guerre meurtrière et une partition de la Côte d'Ivoire a donc reçu soit la bénédiction ouverte, soit l'approbation silencieuse d'un grand nombre d'anciens dignitaires du parti unique et s'est vue logiquement fortifiée, par rancœur ou par dépit, par les héritiers d'Houphouët-Boigny. Et pourquoi pas ? Leurs enfants n'avaient-ils pas perdu, du jour au lendemain, leurs bourses présidentielles et autres aides financières leur garantissant des études supérieures dans les meilleures

universités américaines et européennes ? Peu importe que ces avantages, dans la plupart des cas, soient les fruits de l'affiliation personnelle à la cour royale plus que du mérite scolaire : les factures étaient devenues lourdes et insupportables, les re-fondateurs devaient déguerpir. Tel était le souhait en septembre 2002 ; telle est devenue l'exigence en décembre 2010.

Aujourd'hui, les hostilités entre Ouattara et Gbagbo mettent en opposition plus que deux visions de l'État, plus que deux idéologies politiques et plus que deux programmes de société. Elles opposent deux classes sociales antagonistes, l'une justifiant son combat par ce qu'elle estime lui être due et l'autre fondant sa détermination sur son aspiration originelle, devenue réelle, dont elle n'a point envie de se départir.

Le peuple ivoirien est donc divisé, castré, déchiré. Pour les uns, le message de Ouattara ne vaut pas plus qu'une sérénade chantée aux riches et pour les autres, le discours de Gbagbo ne vaut pas plus qu'une bouffonnerie.

Néanmoins, ironiquement, Ouattara, le technocrate imposé par le FMI en 1990 et Gbagbo, l'opposant historique, revendiquent tous les deux, à tort ou à raison, l'héritage présidentiel du "père de la nation". C'est dire combien cet héritage continue d'être un fonds de commerce profitable pour les politiques ivoiriens, en dépit du fait qu'il a jeté les bases du clanisme ethno-politique qui prévaut au sein de la classe dirigeante et qui, par ricochet, contraint la bonne marche du pays¹.

Retrouver le droit chemin suggère donc, avant toute chose, de démystifier Houphouët-Boigny, de rompre avec les dérives de l'houphouëtisme aussi bien dans l'esprit de la présidence égotique que dans la lettre

¹ L'héritage de Houphouët-Boigny inclut notamment des choix controversés tels que la "dictature apaisée" avec son corollaire d'arbitraire (faux complots de 1963, massacres des peuples Guébié et Sanwi entre 1969 et 1970, etc.) ; le choix de l'implication officieuse dans les crises des pays voisins (coups d'État militaires et autres mouvements sécessionnistes qui ont déstabilisé le Ghana en 1966, le Nigeria en 1967, le Burkina Faso en 1987 et le Liberia en 1990) ; le choix des "accords de coopération économique" passés avec la France qui, depuis 1961, restent une coplanification sournoise de la dépendance politico-économique de la Côte d'Ivoire à long terme, etc.

de l'exercice du pouvoir dédaigneux de critique². En lieu et place, il y a lieu de se réapproprier la vérité historique (aussi déplaisante soit-elle) en corrigeant les témoignages dithyrambiques au service de l'endoctrinement des jeunes générations et en constatant, en réalité, que le peuple ivoirien se trouve déjà à la croisée des chemins : il peut soit forger « *unis dans la paix nouvelle, la patrie de la vraie fraternité*³ », soit laisser béant le précipice social qui entretient les rancœurs des castes fratricides et qui menace de tout emporter.

² À l'opposé de cette ambition, des descendants de familles proches du président ivoirien s'évertuent à définir "l'houchouëtisme", de façon déclamatoire, comme un courant de pensée permettant de « *connaître l'homme, comprendre l'essence de sa philosophie spirituelle de la vie et de l'exercice du pouvoir d'État [...] qui se résume à servir l'amour, l'amitié et la fraternité dans la seule quête de la crainte de Dieu [...] pour cultiver, enraciner, accroître et préserver constamment la bénédiction divine* ». Rien de moins que cela. Cf. Armand André Dahouet-Boigny, *Identité de Paix : La Côte d'Ivoire est bénie de Dieu, Mythe ou réalité ?*, Éditions dhArt, Montréal, 2016.

³ Extrait de l'hymne national de Côte d'Ivoire.